

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE, À TLEMCCEN (ALGÉRIE) LE 20 DÉCEMBRE 2012.

20 DECEMBER 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons au terme de cette visite, exceptionnelle à bien des égards. Je veux remercier le président BOUTEFLIKA, son gouvernement, pour l'accueil et pour la construction d'une relation politique de haut niveau, ce partenariat dégal à égal que j'avais appelé de mes vœux.

Je veux également saluer le peuple algérien pour l'accueil qui m'a été réservé, non pas à titre personnel, mais qui a été réservé à la France dans son ensemble. Ses messages, ses encouragements, ses mots d'amitié n'étaient pas dirigés vers ma personne, mais étaient autant de messages de confiance à l'égard de la relation que nous pouvons nouer avec le peuple algérien.

La France a été bien accueillie ici, et il est attendu beaucoup de nous, non pas de revenir sur le passé, j'ai dit ce qui était la vérité, mais pour bâtir l'avenir, construire des projets, aussi bien dans le domaine économique, et il y a eu des accords très importants qui ont été signés, dans le domaine culturel où les algériens prennent conscience aussi de ce que peut être la langue française comme lien, mais aussi avec les échanges universitaires, et à cet égard, la réception qui a été faite à l'université de Tlemcen pour le président que je suis, mais pour la France, était autant d'appels pour des coopérations de haut-niveau.

Je ne vais pas être plus long parce que j'avais dit que je jugerais la réussite de cette visite à laune de ce que nous étions capables de dire sur le passé, et de faire pour l'avenir. Et j'avais placé mon rendez-vous avec l'Algérie autour de deux mots essentiels : la vérité pour évoquer l'histoire, et la volonté pour bâtir l'avenir, et c'est autour de ces deux mots que nous avons je le crois réussi cette visite.

QUESTION Peut-on connaître les raisons qui ont motivées votre acquiescement au choix de Tlemcen, comme seconde et ultime étape de votre voyage en Algérie et si Tlemcen n'avait pas été choisie, quelle aurait été la ville que vous auriez choisie et quelles en seraient les raisons et également pouvez-vous nous dire quelque chose, quelques petits détails sur le livre que vous avez offert au président, hier à Alger ?

LE PRÉSIDENT - Oui, je voulais aller à Alger parce que c'est la capitale, parce que c'est là que sont situées les institutions algériennes, parce que c'est là que nous avons signé des accords et porté un partenariat. Mais j'avais souhaité, les autorités algériennes également, que nous puissions aussi nous rendre dans une ville, que je ne saurais pas dire de province, ce terme n'existe pas ici en Algérie, c'est une conception française la province. Une autre grande ville d'Algérie pouvait se présenter à nous, la ville d'Oran parce que nous allons avoir l'installation de l'usine Renault. Il pouvait y avoir également Constantine, mais il y avait déjà eu un déplacement qui avait été fait à Constantine. Il faut changer. Je pouvais aller à Sétif, cela eût été sûrement un message en tant que tel, c'est la raison pour laquelle j'ai parlé de Sétif, ce matin. Pourquoi j'ai choisi Tlemcen ? Parce que je savais que c'était une ville chère au cœur du président BOUTEFLIKA, mais aussi parce que c'est une ville de rayonnement, de culture, d'unité et de rassemblement dans la diversité des religions.

J'ai parlé ici à Tlemcen, de l'islam culturel, mais j'ai parlé aussi de la religion chrétienne, des Juifs, parce qu'ici à Tlemcen, il y a eu ce brassage qui fait que cette ville est exceptionnelle. Et puis enfin, j'aurais eu tort de ne pas choisir Tlemcen au regard de l'accueil qui m'a été réservé ainsi qu'au président BOUTEFLIKA. Donc, je remercie tous ceux qui ont permis ce déplacement.

Ensuite le livre, c'est un livre très ancien, qui justement évoque la chrétienté, toujours dans cette ouverture aux autres, ce souci du respect de toutes les religions. En France, nous appelons cela la laïcité qui nous permet de vivre ensemble et je suis aussi conscient de ce qu'est l'islam de France, et de ce qu'il doit avoir comme respect. Avec le gouvernement, le ministre de l'Intérieur, nous veillons à ce qu'il n'y ait aucune confusion, aucun amalgame par rapport au fondamentalisme ou à l'intolérance et nous luttons contre toutes les discriminations.

Et je sais qu'en Algérie, ce sujet-là est sensible, parce que chaque fois qu'il y a une atteinte aux droits,

une menace par rapport à légalité, les Algériens se sentent concernés, mais nous aussi nous sommes concernés. Nous voulons qu'en Algérie il y ait le respect de toutes les situations et j'ai été très heureux, je peux vous le dire d'être accueilli au cimetière d'Alger. Avec l'entretien qui est fait des sépultures, des tombes par l'Etat algérien, cela me permet de dire aux familles de Français nés en Algérie dont les parents sont morts en Algérie et qui ne savent pas toujours comment revenir pour honorer leurs morts de le faire, de le faire parce qu'ils y seront bien accueillis, parce que nous ferons tout pour qu'il en soit ainsi et les autorités algériennes également.

QUESTION M. le Président, un mot sur ce français enlevé au Nigeria, de quelles informations disposez-vous, la France que compte-t-elle ou peut-elle faire ?

LE PRESIDENT Je confirme d'abord que l'un de nos compatriotes a été enlevé dans le nord du Nigeria. Il y a eu deux morts nigériens, dans le cadre de cet assaut. Notre ressortissant a été emmené, nous cherchons tous les éléments qui nous permettent de le retrouver. Je suis en contact avec le gouvernement en France pour avoir toutes les informations. Ici, les ministres ont été tenus informés minute par minute, aussi bien le ministre des Affaires étrangères que le ministre de la Défense, et nous utiliserons tous les moyens pour retrouver notre ressortissant.

QUESTION Vous avez appelé à orienter le regard vers l'avenir. Il se trouve que la France continue d'aborder ces relations avec le continent africain sur la base de l'héritage colonial. Donc, ma question est de savoir, est-ce que réellement la page du passé colonial a des chances d'être tournée ?

Vous avez dit dans votre discours à l'université de Tlemcen, en parlant justement de la réconciliation en Algérie que se réunir et se rassembler ne suffisaient pas, je vous invite à être plus explicite ?

LE PRESIDENT Je vais l'être puisque vous m'y invitez en toute liberté. J'ai fait un discours à Dakar, il y a plusieurs semaines sur ce que je voulais trouver comme relation avec l'Afrique, c'est-à-dire là encore tournée vers l'avenir. La volonté de ne pas entretenir les confusions. La France a une relation qui doit être fondée sur des principes avec l'Afrique et avec tout autre continent. Mais encore davantage avec des pays qui ont pu être dans ce qu'on appelait l'empire colonial et avec lesquels nous devons être à égalité et dans le respect. Mais il ne faut pas non plus entretenir le passé comme une forme de récrimination. Nous avons dit ce qu'il convenait de dire sur le système colonial, je l'ai également abordé ce matin. Donc, nous pouvons travailler ensemble sur cette base-là de vérité, de respect et d'engagement pour l'avenir.

Pour ce qui concerne la réconciliation, elle était nécessaire, indispensable et j'ai salué le mouvement qui avait été engagé en son temps par le président BOUTEFLIKA qui a mis dix ans avant d'aboutir à une situation où la sécurité est revenue, la compréhension. Mais en même temps, je sais que l'Algérie ne veut pas en rester là. Si elle se réunit, si elle se rassemble, si elle a été capable, là encore d'exorciser les peurs et déradiquer les intolérances et les violences, elle veut, l'Algérie, s'engager pour l'avenir et donc, nous la France, nous devons être présents au rendez-vous, que l'Algérie d'ailleurs a lancé à l'ensemble du monde, pas simplement à la France. Je ne demande aucune exclusivité, je dis simplement qu'entre la France et l'Algérie, il y a de telles relations, de tels liens que nous pouvons faire bien plus qu'aujourd'hui et c'est ce que nous allons montrer par la déclaration d'amitié, par le document qui permet d'engager une coopération sur cinq ans. Donc maintenant, ce sont les actes qui doivent venir parce que les paroles ont été prononcées, à l'occasion de cette visite, des accords ont été signés, mais maintenant, nous devons les traduire.

QUESTION Pendant ces deux jours, il a été très peu question des problèmes internationaux. Je voudrais vous poser deux questions. La première porte sur la Syrie, vous avez dit que le devoir de la communauté internationale, si je ne trahis pas votre parole, c'est de hâter le régime du président ASSAD. Après Marrakech, que peut faire la communauté internationale et est-ce que vous considérez qu'il faut s'attendre quelque chose de positif des négociations qui ont lieu actuellement entre les Russes et les Américains, avec Monsieur BRAHIMI ?

La deuxième question porte sur la colonisation israélienne dans l'Etat palestinien. Vous avez voté pour la reconnaissance de la Palestine en tant qu'Etat observateur, non-membre des Nations Unies. Or, depuis plusieurs semaines, la colonisation s'accélère à un rythme infernal, bientôt, il n'y aura plus la possibilité d'avoir cet Etat que vous appelez de vos vœux avec la continuité territoriale. Est-ce qu'on peut continuer comme cela à ne rien faire vis-à-vis de ce gros problème ?

LE PRESIDENT D'abord, nous avons beaucoup parlé avec le président BOUTEFLIKA de la situation

LE PRESIDENT Dabord, nous avons beaucoup parlé avec le président BOUFLIKA, de la situation internationale. Vous savez sa sagesse, sa connaissance, son expérience, elles nous sont précieuses. Et donc, nous avons abordé trois grands sujets. Le premier, c'est le Sahel, le Mali et avec, je l'ai rappelé hier, la même conception. La discussion politique, la négociation, là encore pour une réconciliation, mais uniquement avec les groupes qui ont rompu tout lien avec le terrorisme et qui acceptent le principe de l'intégrité du Mali et en même temps continuer la pression internationale. Aujourd'hui même, la résolution que nous attendions a été adoptée par le Conseil de sécurité et rend désormais possible si les Africains mettent en œuvre ses principes, une intervention dont la France ne sera pas partie prenante, mais que la France appuiera par des moyens de formation et de logistique. L'Algérie comprend cette position et elle sait pourquoi nous agissons, non pas pour nous-mêmes mais pour des principes. Non pas par nous-même, puisque ce sont les Africains qui en décideront.

Deuxième sujet que nous avons abordé, la question israélo-palestinienne et je savais que le vote aux Nations Unies n'allait pas provoquer immédiatement la consécration de l'Etat palestinien. Nous, nous avons mis notre acte en conformité avec notre parole, nous étions favorable à cette reconnaissance de la Palestine comme état non-membre observateur, mais nous savions bien que cela n'allait pas produire ce qui était peut-être espéré par certains. Il n'y a pas d'autre issue que la négociation et par rapport aux annonces de colonisation, nous avons condamné ces déclarations, nous savons qu'il y a des élections en Israël au mois de janvier et nous souhaitons qu'au lendemain de ces élections un processus de négociation puisse ouvrir enfin pour aboutir à la solution des deux Etats.

Le troisième sujet, c'est la Syrie, le groupe des amis de la Syrie s'est réuni à Marrakech et a continué à affirmer son soutien à une transition, c'est-à-dire au départ de Bachar EL-ASSAD.

Il y a eu aussi un travail avec la coalition nationale syrienne et pour répondre précisément à votre question, oui, nous soutenons tous les efforts de Monsieur BRAHIMI, qui est l'envoyé des Nations Unies pour, avec les Russes, avec les Américains aussi, mais surtout avec les Russes trouver une issue, puisque nous savons bien que le Conseil de Sécurité est bloqué compte tenu des positions de la Russie. Et, nous attendons que Monsieur BRAHIMI contribue à la solution politique. Là encore, les deux démarches ne sont pas contradictoires, l'une d'après l'opposition syrienne la nôtre, à travers le groupe des amis, l'autre, la recherche d'une solution politique à travers la démarche de l'envoyé spécial des Nations Unies.

QUESTION Vous venez au début de votre conférence de presse de faire un premier bilan, si je peux l'appeler ainsi de votre visite que vous avez jugée très exceptionnelle. Je souhaiterais savoir quelle seront les résultats immédiats dans le cadre de cette refondation des relations, ou plutôt le recentrage de ces relations bilatérales, quelles seront les dividendes de cette visite dans l'immédiat ?

LE PRESIDENT Les dividendes, c'est comme les fruits, il faut attendre qu'il y ait eu suffisamment d'investissements pour les retrouver ou les recouvrer. Je crois qu'il y a déjà un résultat immédiat qui est ce climat qui a été particulièrement favorable au cours de cette visite. Climat entre les deux présidents, les deux gouvernements, également l'accueil qui m'a été réservé, mais aussi les mots qui ont été choisis par les uns comme par les autres pour dépasser ce qui avait pu nous séparer, pour construire. Cela, c'est le résultat immédiat, c'est-à-dire une confiance, le souci d'aller de l'avant et puis cet appel à la jeunesse. Est-ce que concrètement nous pourrions avoir des résultats rapides, je le crois. Pour l'emploi, nous avons cette installation de Renault. Pour la coopération culturelle, cela ira vite, pour l'agriculture, les choses ont été également bien posées, pour la défense, ce n'était pas si évident de nouer un accord de défense. Il y a des progrès assez substantiels, mais vous avez raison, c'est sur le long terme que l'on jugera. Moi, je suis conscient de ce qui s'est produit dans le passé, des annonces, des espoirs, puis ensuite des déceptions.

Donc, nous allons être très vigilants, d'où également la méthode que nous avons utilisée, c'est-à-dire que chaque année il y aura une vérification du respect des accords et du document que nous avons signé

QUESTION Monsieur le Président, vous avez dit à Alger être pour la vérité sur la guerre et la mémoire des blessés. Pouvons-nous demain penser ou envisager un travail commun entre les historiens des deux parties ? La deuxième question en rapport avec l'assassinat des moines de Tibhirine, et donc l'enquête que la justice française compte mener ici même en Algérie, va-t-elle aussi donner des réponses ou peut-être plus de réponses sur l'affaire ?

LE PRESIDENT J'ai souhaité que nous puissions ouvrir nos archives, permettre le travail des historiens, avoir une commission dans laquelle historiens français et historiens algériens puissent travailler ensemble. Cette volonté-là est commune aussi aux Algériens, et c'est la bonne méthode.

Ensuite, pour ce qui concerne la justice, il y a une enquête de la justice française. Il y a une enquête de la justice algérienne. Il y a des coopérations. Et nous devons faire travailler en toute indépendance, mais également en toute liberté la justice sur la question qui reste encore posée des moines de Tibhirine.

QUESTION Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser. La première, Tlemcen est située à un jet de pierres de la frontière marocaine. Est-ce qu'il a été question lors de vos discussions avec Monsieur le Président Bouteflika du dossier sahraoui. Est-ce qu'on peut espérer que la position française, que cette question soit revue ?

Deuxième question, des officiels français ont laissé entendre que Paris est disposé à vendre des armes à l'Algérie. Est-ce que vous avez reçu une demande bien claire et précise de la part des autorités algériennes ?

LE PRESIDENT Nous avons parlé de la frontière fermée entre l'Algérie et le Maroc et de ses causes, c'est-à-dire le contentieux qui demeure par rapport à l'avenir du Sahara occidental. La position française, c'est la suivante : ONU, rien que ONU et toutes les résolutions des Nations Unies et nous ne changerons pas.

Ensuite, j'irai, vous le savez, au Maroc, au début de l'année 2013 et, je ne suis pas médiateur, je n'ai pas à jouer un rôle d'intermédiaire, personne ne me le demande. Mais je dirai aussi bien aux Marocains ce que j'ai dit aux Algériens, c'est que nous devons aller vers l'application des résolutions de l'ONU et faire en sorte que ce qui a provoqué la fermeture de la frontière puisse être levé. Je crois que c'est l'intérêt du Maghreb.

Par rapport à l'armement, il y a un accord. Vous pourrez le lire, il n'est pas secret. Donc, il ne s'agit pas de matériel d'armement, ce sont des matériels qui sont prévus dans l'accord. Ce ne sont pas les armes comme on pourrait le penser.

QUESTION Vous avez dit tout à l'heure qu'il est beaucoup attendu de la France. Est-ce qu'on peut savoir ce que vous a été demandé officiellement par les autorités algériennes. Est-ce que la France attend aussi de l'Algérie.

Une deuxième question par rapport au dossier malien. Vous avez dit qu'il y a convergence entre les deux pays, alors que la France est favorable à une intervention militaire et l'Algérie défend toujours la solution politique. Pouvez-vous nous expliquer cette contradiction ?

LE PRESIDENT Nous devons faire ensemble. Nous ne demandons rien comme concession aux Algériens, pas plus que les Algériens nous demandent des concessions à nous-mêmes. Nous avons à bâtir un certain nombre de relations nouvelles dans le cadre d'accords, c'est ce que nous avons fait dans de nombreux domaines. Nous ne nous sommes pas retrouvés en situation d'échange ou de troc. Nous avons voulu justement nous situer sur une autre démarche, c'est-à-dire tout simplement avancer, pas revenir sur le passé, pas échanger de la culture contre de l'économie, ou de la diplomatie contre de la formation. Nous avons voulu faire tout à la fois. Nous retrouver dans une relation politique, comme dans une relation économique tout en parlant aussi des aspects d'éducation et de culture.

Sur le Mali, que les choses soient claires, la France se situe dans le cadre des Nations Unies. Le Conseil de sécurité, à l'unanimité, vient de prendre une résolution sur le Mali. Ce n'est pas que la France, c'est les Nations Unies. C'est tous les pays membres du Conseil de sécurité. Est-ce que c'est contradictoire avec la position de l'Algérie ? Pas davantage, puisque l'Algérie souhaite des négociations politiques, nous aussi. En même temps, il y a une pression à exercer, sinon le terrorisme ne sera pas éradiqué.

QUESTION On sait très bien que les relations entre l'Algérie et la France n'ont pas toujours été faciles, il y a eu beaucoup de haut, beaucoup de bas, pensez-vous, Monsieur le Président qu'aujourd'hui c'est le réalisme qui a pris le dessus sur la passion ?

Deuxième question, il y a à peine 30% des Français qui ont une bonne opinion sur l'Algérie, donc loin derrière le Maroc et la Tunisie. Quel message vous pouvez adresser aux Français à partir de Tlemcen Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT Un peu de passion est utile, beaucoup de réalisme également. Il faut une part de démotivation. Il faut une part de conviction. Il faut une part de sentiments sans lesquels il n'y a rien de possible y

compris pour le réalisme. Il y avait deux manières de faire : soit en rester aux incantations, aux paroles et ce voyage aurait peut-être apaisé ou satisfait certains plutôt que d'autres. Je n'ai pas voulu prendre cette méthode-là.

L'autre façon, c'était de ne faire que du réalisme économique, mais l'économie se nourrit aussi de confiance politique et de relation humaine. Nous avons plutôt fait une déclaration d'abord d'amitié pour porter la part de démotivation, de passion et d'humanité dans laquelle nous souhaitons inspirer la relation franco-algérienne et puis de là nous avons voulu avancer.

C'est un voyage qui était tourné résolument vers l'avenir, qui ouvrait ce que j'ai appelé un nouvel âge, 50 ans après. Après 50 ans on doit passer vraiment au moment de réalisation de sa vie. Jusqu'à 50 ans on peut se poser des questions, on peut réfléchir, on peut parfois même changer. Mais après 50 ans il faut savoir ce que l'on veut.

Voilà, l'Algérie et la France savent maintenant ce qu'elles veulent.

Sur le message, oui, vous avez raison. Je pense que l'Algérie est encore mal connue des Français. Bien sûr que beaucoup de Français qui ont un lien avec l'Algérie ont une relation de cur, parfois de ressentiment. Tout dépend de la situation. Mais beaucoup de Français pensent que venir en Algérie c'est compliqué. C'est simple pourtant. Beaucoup de Français pensent que le tourisme ne passe pas en Algérie. Il suffit de visiter Tlemcen pour être convaincu du contraire. Beaucoup de Français pensent qu'il y a de l'insécurité en Algérie. Je peux comprendre qu'après la période très dure, très éprouvante, il y ait eu des interrogations. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Beaucoup de Français ne savent pas si les Algériens sont accueillants. J'espère que les images qui seront diffusées de ma visite démontreront tout l'inverse. J'ai rencontré des étudiants à l'université de Tlemcen. Ils étaient tous algériens sauf un qui était français et qui a fait cette confidence : « chaque fois que je viens à Tlemcen », il y venait régulièrement, « on me dit bienvenu, et on me dit bienvenu à la »rance".

Aujourd'hui comme hier, les Algériens ont dit « bienvenu » à la France et aux Français.

QUESTION Vous avez déclaré ce matin, vous avez reconnu dans votre discours devant les parlementaires algériens que le système colonial qui a été injuste a infligé des souffrances pour le peuple algérien. Mais force est de constater que dans le pays dont vous êtes le Président, il y a une loi votée, la loi du 23 février qui glorifie malheureusement le colonialisme. Donc, il y a une sorte de contradiction. Est-ce qu'il n'y a pas lieu, avec la majorité que vous possédez au niveau de la chambre nationale, de revoir cette loi plutôt l'abroger peut-être ?

LE PRÉSIDENT Il y a tant à faire avec cette majorité, tant de lois à voter que l'on pourrait se dire que c'est inutile de revenir sur celle-là. Mais, nous n'avons pas besoin d'y revenir puisque c'est déjà fait.

Puisque le Président CHIRAC avait eu l'intelligence de saisir le Conseil constitutionnel qui avait annulé ce point-là. Il n'y a plus rien dans la loi française qui fait référence au système colonial en Algérie.

QUESTION Vous avez beaucoup insisté au cours de toutes vos interventions sur le passé d'un côté, l'avenir de l'autre, autrement dit, un passage culturel pour un franchissement politique. Est-ce que vous pensez que pour la Méditerranée, il faut un tandem ou un moteur franco algérien comme il a fallu un moteur franco-allemand pour l'Europe ? Et un de vos amis me disait ce matin amusé : Monsieur

HOLLANDE tient avec cette histoire de Méditerranée son futur prix Nobel ?

LE PRÉSIDENT J'ai déjà été docteur honoris causa cet après-midi. Je ne voudrais pas gonfler d'importance. Mais, le 22 janvier, il va y avoir le 50ème anniversaire du traité de l'Elysée, 50 ans. 50 ans, pour l'amitié franco-allemande. 50 ans, après que le Général de GAULLE et Konrad ADENAUER, après une guerre terrible contre la barbarie nazie aient été capable de se retrouver ensemble pour ouvrir non seulement un nouveau temps pour la France et l'Allemagne, mais une nouvelle espérance pour le continent, l'Europe.

Aujourd'hui, 50 ans après, l'indépendance de l'Algérie, nous pouvons être capables, la France et l'Algérie d'ouvrir un nouveau temps, une nouvelle époque, une nouvelle histoire, pas simplement pour nos deux pays, mais pour la Méditerranée.

Voilà, c'est le message que j'ai prononcé à Alger ce matin. Je pense que nous pouvons en être capables. Demain, je suis convaincu que Français et Algériens seront fiers s'ils sont en mesure d'ouvrir ce processus. Et il se trouvera bien un Président de la République française qui viendra en Algérie après moi - elle finira par arriver - et qui pourra regarder ce que nous aurons fait.

Mais je souhaite que cette trace la soit laissée et que cette responsabilité nous engage. C'est dire le niveau auquel nous devons parvenir. C'est un grand enjeu pas simplement pour nos deux pays, . La France et l'Algérie ont des vocations universelles. Elles doivent ouvrir la voie aux autres comme la France et l'Allemagne l'ont fait pour l'Europe.

Merci à tous